

PROTECTION DU PATRIMOINE ARCHITECTURAL

Faire de l'exception la règle

Richard Graf

Alors qu'une réforme de la loi sur la protection du patrimoine en général est en cours, une pétition ambitieuse en matière de protection architecturale vient d'être lancée.

Quand Peter Kleijnenburg est arrivé au Luxembourg en 2015 pour des raisons professionnelles, il a vite commencé à aimer ce petit pays avec ses trésors naturels, mais aussi une riche histoire dont témoignent les anciens bâtiments qu'il a pris un plaisir à découvrir et à prendre en photo lors de longues balades.

Cependant, assez rapidement, il a dû constater que son amour pour les anciennes constructions ne semblait pas être partagé par les Luxembourgeois-es de souche. Au fur et à mesure qu'il découvrait le pays, il a aussi remarqué que certains types de vieilles bâtisses, auxquelles dans son pays natal, les Pays-Bas, personne n'aurait jamais osé toucher, disparaissaient d'un jour à l'autre pour faire place à de nouvelles constructions - des « cubes sans âme », dont le seul critère semble être de « remplir les poches des promoteurs ».

Indigné, il a commencé à analyser de façon plus systématique un phénomène qui lui apparaissait comme une règle à laquelle semblent se vouer presque tous et toutes les propriétaires luxembourgeois-es : « Si on vend une maison dans laquelle on aimait vivre, on trouve tout à fait normal que les repreneurs-euses se l'approprient pour immédiatement la détruire et y construire quelque chose de nouveau. » Un peu comme si nos compatriotes n'avaient aucun problème avec la vente d'une partie de leur âme, qui reste attachée aux anciennes bâtisses.

« Je ne comprendrai jamais comment, au Luxembourg, on accepte comme règle ce qui chez nous est l'absolue exception : avant de détruire un bâtiment d'un certain âge, il faut bien

argumenter pour prouver qu'il ne peut pas être conservé. Et si les arguments d'ordre architectural, historique ou culturel ne convainquent pas complètement toutes les instances impliquées dans la décision, le bâtiment restera intact », s'étonne Peter, qui vient de lancer avec plusieurs autres personnes une pétition à la Chambre des député-e-s.

Au Luxembourg, c'est aux protecteurs et protectrices du patrimoine de faire changer d'opinion les acteurs et actrices en place - souvent à des moments où les projets de nouvelles constructions sont déjà tellement avancés qu'on invoque sans hésiter le manque à gagner de tel promoteur ou de telle propriétaire... Malheureusement, les tribunaux ont tendance à suivre la sacro-sainte primauté du droit de propriété individuel sur des intérêts publics qui appellent à conserver le (peu) de substance architecturale qui nous reste.

La Villa Marx

Un exemple récent en est la fameuse Villa Marx, située au coin du boulevard Pierre Dupong et de l'avenue du Dix Septembre à Luxembourgville : malgré un classement du bâtiment par le Service des sites et monuments nationaux (SSMN), cette villa sera bientôt démolie - si l'État ne se pourvoit pas, en dernière minute, en cassation contre un jugement de deuxième instance du tribunal administratif qui a invalidé l'argumentaire du SSMN.

Ce cas emblématique, qui avait soulevé de nombreuses protestations, mais aussi une expérience personnelle ont poussé Peter Kleijnenburg à non seulement documenter les désastres dont il était témoin, mais à devenir plus actif. Il a dû quitter un premier logement qu'il avait loué en arrivant à Luxembourg alors qu'il lui convenait

parfaitement. Le propriétaire l'avait vendu à un promoteur. « J'avais en vain expliqué au propriétaire que moi et les autres locataires étions épris du charme de la maison et que nous voulions rester », se rappelle Peter. Or, le propriétaire invoquait de coûteuses modernisations que la loi lui aurait imposées et qu'il ne pouvait pas financer. Des arguments peu plausibles, qui laissent planer le doute sur une habile influence du promoteur sur le propriétaire afin qu'il lui vende sa maison. Depuis, Peter habite une maison plus moderne, de 2011 - sans pour autant avoir remarqué une baisse substantielle de sa facture énergétique, alors que son ancien logement d'avant-guerre avait été catégorisé comme trop énergivore par le repreneur.

Dégoûté par ce qu'il a observé, il a lancé fin 2019, avec d'autres personnes en partie plus versées dans « tout ce qui est lié à l'internet », un groupe sur Facebook. Le moins que l'on puisse dire, c'est que « Luxembourg under destruction » est devenu un vrai succès, avec plus de 1.500 membres qui y répertorient chaque jour de nouveaux cas de maisons détruites ou bien abandonnées - en règle générale le signe précurseur d'une destruction, pas nécessairement immédiate. Peter se dit aussi choqué par le nombre important de maisons et habitations inoccupées pendant des années, avant que les promoteurs n'aient réuni un lot de maisons assez important pour y poser leur « cube » ou trouvé assez d'intéressé-e-s pour de nouvelles habitations, payées au prix fort.

Les membres du groupe se recrutent dans toutes les catégories socioprofessionnelles et dans tous les groupes d'âges - avec un léger avantage aux plus jeunes, utilisation de l'internet oblige. Un autre constat que nous confirme Peter : ce sont en grande partie des expats vivant à Luxembourg qui participent au groupe et qui parta-

gent avec l'animateur du site l'incompréhension pour ce qui se passe en matière de protection du patrimoine architectural. Mais depuis que la page a gagné en réputation, de plus en plus de Luxembourgeois-es s'y mêlent aussi - comme si la population de souche se réveillait d'une certaine léthargie face à l'ampleur du phénomène vécu depuis de nombreuses décennies.

Le succès sur l'internet a donc mené à l'étape suivante : soumettre une pétition publique à la Chambre des député-e-s pour provoquer un débat public. C'est chose faite : mercredi de la semaine passée, la pétition 1638, « Appel urgent pour la protection du patrimoine architectural luxembourgeois », largement documentée en trois langues (français, allemand et anglais), a eu l'aval de la commission des Pétitions de la Chambre et a été mise en ligne pour signature le jour suivant. Depuis, le compte à rebours a été déclenché : les pétitionnaires ont en tout 42 jours - c'est-à-dire jusqu'au 6 août - pour recueillir au moins 4.500 signatures. Un pari qui ne sera pas forcément gagné : au moment de la clôture de rédaction de cet article, donc huit jours après le lancement, quelque 920 personnes avaient signé la pétition. Ce qui est, en comparaison avec d'autres pétitions en cours, un bon début - mais il faudra bien maintenir le rythme et faire tourner la machine de propagande.

Une chose à ne pas oublier : pour signer une pétition publique de la Chambre, il ne faut pas nécessairement être électeur ou élector. La règle du jeu prévoit explicitement que les jeunes, âgé-e-s d'au moins 15 ans, et les non-Luxembourgeois-es peuvent aussi participer. Même les frontaliers et les frontaliers peuvent appuyer la pétition ; il suffit d'être inscrit au registre luxembourgeois des personnes physiques, c'est-à-dire disposer d'un numéro de matricule. Afin de proté-

Les destructions architecturales touchent aussi bien les grandes localités que les cœurs des villages. La maison natale de Joseph Hackin, conservateur du Musée Guimet, professeur à l'École du Louvre et compagnon de la Libération mort en 1942, a bien été classée comme monument national, ce qui n'a pas empêché la destruction de la majeure partie de la ferme.



ger les personnes qui pour des raisons sociales, voire professionnelles se verraient dans l'impossibilité de signer ouvertement une telle pétition, une possibilité d'anonymat est garantie : afin de pouvoir vérifier l'authenticité des signatures, les coordonnées personnelles doivent bien être introduites dans l'interface prévue à cet effet, mais les signataires peuvent demander à ce que leur nom et lieu de résidence soient occultés sur la liste publiée.

Une pétition ambitieuse

Par contre, la Chambre rend les choses un peu (trop) compliquées quand il s'agit de faire toute la transparence sur le contenu de la pétition, dont elle ne présente qu'un bref résumé en français. C'est d'autant plus dommage que les pétitionnaires se sont donné la peine de réaliser, en trois langues et sur huit pages, un argumentaire détaillé pour soutenir leurs revendications. Comme la Chambre ne proposait pas, jusqu'à jeudi matin du moins, d'inclure des liens vers la pétition complète et les argumentaires détaillés, vous en trouverez des URL raccourcies au bas de ce texte.

La pétition vise principalement, pour ainsi dire, à inverser la charge de la preuve pour la démolition d'un bâtiment : « Tout bâtiment construit avant 1955 doit être systématiquement protégé. Les permis de démolition de ces édifices ne devraient être accor-

dés qu'à titre exceptionnel, après une évaluation minutieuse de leurs valeurs architecturales et historiques, fondées sur des critères transparents et objectifs conformes aux normes internationales dans le domaine de la protection du patrimoine. »

Par ailleurs, la pétition demande que le patrimoine architectural soit considéré dans son ensemble. Protéger uniquement les éléments architecturaux tels que les façades ou le gabarit d'un bâtiment, comme c'est la pratique actuellement, ne serait pas suffisant.

Une troisième revendication vise l'État en tant que propriétaire du patrimoine architectural. Celui-ci devrait jouer un rôle exemplaire. Ainsi, les bâtiments protégés appartenant à l'État devraient « être préservés dans leur intégrité et, dans la mesure du possible, rendus accessibles au public ».

Il incomberait aussi à l'État, chaque fois que le ou la propriétaire d'un bâtiment protégé manque à son obligation de le préserver, de lui rappeler ses obligations et de prévoir des sanctions contre celles et ceux qui endommagent délibérément ou laissent à l'abandon un édifice protégé.

Un cinquième point traite de la transparence autour des projets de construction, de démolition et de transformation d'ouvrages. Notamment « les informations sur les projets de construction d'envergure, susceptibles d'avoir un impact sur l'ensemble

du quartier ou qui impliquent la transformation ou la démolition de la substance d'un bâtiment historique, devraient être mises à disposition du grand public de manière proactive et bien en amont de toute décision définitive ». Les habitant-e-s concerné-e-s, mais aussi les organisations de la société civile devraient pouvoir « exprimer leurs préoccupations, et être correctement pris en compte au cours du processus décisionnel ».

La protection du patrimoine architectural ne devrait pas se limiter aux bâtiments principaux ou emblématiques, mais « également englober l'architecture vernaculaire ainsi que le petit patrimoine, comme les lavoirs, les ponts, les croisements de routes ou les murs ».

Afin de sensibiliser le public à l'importance de la préservation du patrimoine architectural, les informations sur les bâtiments protégés devraient être facilement disponibles. Cette sensibilisation devrait « commencer au niveau de l'enseignement scolaire et englober l'organisation de divers événements publics tout au long de l'année ».

Alors qu'actuellement il est difficile pour les particuliers de vraiment connaître toutes les possibilités que l'État met à leur disposition, la pétition revendique finalement que « les informations sur les subventions pour la préservation des bâtiments anciens devraient être facilement accessibles

aux propriétaires, aux municipalités, aux architectes et aux artisans ». L'attribution de ces subventions devrait par ailleurs être subordonnée au respect de critères stricts, en évitant que la transformation ne soit subventionnée, en imposant le choix des matériaux et des techniques utilisées et en obligeant, le cas échéant, à rendre accessibles au public les bâtiments ainsi subventionnés.

Lancer une pétition sur un sujet aussi controversé, n'est-ce pas un risque ? Si la pétition est rejetée, il faudra attendre une année pour en introduire une nouvelle sur le même sujet. Pour Peter Kleijnenburg, il n'y avait pas d'autre choix : « Si on n'avait rien fait, le risque que ces choses ne soient jamais débattues en public et au niveau politique aurait été bien plus grand. »

D'ailleurs, même si le nombre de 4.500 signatures n'était pas atteint, rien n'empêcherait la Chambre de transformer l'actuelle pétition en pétition « normale », dont elle pourrait alors se saisir elle-même. La balle est donc bien lancée et chaque signature rapproche les pétitionnaires un peu plus du but.

woxx.eu/petitionasigner
woxx.eu/petitionF
woxx.eu/petitionD
woxx.eu/petitionE